

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1171

[C — 2005/09279]

7 AVRIL 2005. — Loi insérant les articles 187bis, 187ter, 191bis, 191ter, 194bis et 194ter dans le Code judiciaire et modifiant les articles 259bis-9 et 259bis-10 du même code (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Un article 187bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire :

« Art. 187bis. Toute personne qui a exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale pendant vingt ans au moins ou qui a exercé pendant quinze ans au moins cette activité à titre d'activité professionnelle principale et exercé pendant cinq ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit, est dispensée de l'examen d'aptitude professionnelle prévu à l'article 259bis-9, § 1^{er}, en vue d'une nomination visée à l'article 187, pour autant que les conditions prévues à l'article 191bis, §§ 2 et 3, soient respectées. »

Art. 3. Un article 187ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 187ter. Le nombre de personnes nommées, sur la base de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis, § 2, à des places visées à l'article 187 ne peut excéder, par ressort, 12 % du nombre total, fixé par la loi visée à l'article 186, alinéa 5, des juges de paix et des juges au tribunal de police du ressort de la cour d'appel. »

Art. 4. Un article 191bis, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 191bis du même Code, rétabli par la loi du 15 juin 2001 et annulé par l'arrêt n° 14/2003 de la Cour d'arbitrage du 28 janvier 2003 :

« Art. 191bis. § 1^{er}. Toute personne qui a exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale pendant vingt ans au moins ou qui a exercé pendant quinze ans au moins cette activité à titre d'activité professionnelle principale et exercé pendant cinq ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit, est dispensée de l'examen d'aptitude professionnelle prévu à l'article 259bis-9, § 1^{er}, en vue d'une nomination visée à l'article 190, pour autant que les conditions prévues aux §§ 2 et 3 soient respectées.

§ 2. A cette fin, une demande est introduite par lettre recommandée à la poste adressée à la commission de nomination et de désignation compétente en fonction de la langue du diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit.

La demande doit être accompagnée des pièces justificatives desquelles il ressort que les conditions prévues au § 1^{er} sont remplies.

Dans les quarante jours de la réception de la demande, la commission de nomination et de désignation décide de sa recevabilité à la majorité des trois quarts des voix.

Si la commission de nomination et de désignation déclare la demande irrecevable, le demandeur en est informé par lettre recommandée à la poste.

Si la commission de nomination et de désignation déclare la demande recevable, le demandeur est invité à un examen oral d'évaluation par lettre recommandée à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1171

[C — 2005/09279]

7 APRIL 2005. — Wet tot invoeging van de artikelen 187bis, 187ter, 191bis, 191ter, 194bis en 194ter in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van de artikelen 259bis-9 en 259bis-10 van hetzelfde Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 187bis, ingevoegd, luidende :

« Art. 187bis. Eenieder die gedurende ten minste twintig jaar als voornaamste beroepsactiviteit het beroep van advocaat heeft uitgeoefend of die gedurende ten minste vijftien jaar deze activiteit als voornaamste beroepsactiviteit heeft uitgeoefend en gedurende ten minste vijf jaar een functie heeft uitgeoefend die een gedegen kennis van het recht vereist, wordt vrijgesteld van het bij artikel 259bis-9, § 1, bepaalde examen inzake beroepsbekwaamheid met het oog op een bij artikel 187 bedoelde benoeming, mits aan de bij artikel 191bis, §§ 2 en 3, bepaalde voorwaarden is voldaan. »

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 187ter ingevoegd, luidende :

« Art. 187ter. Het aantal personen dat op basis van het in artikel 191bis, § 2, bedoelde mondelinge evaluatie-examen wordt benoemd op een van de in artikel 187 bedoelde plaatsen, mag per rechtsgebied niet meer bedragen dan 12 % van het totaal aantal vrederechters en rechters in de politierechtbank van het rechtsgebied van het hof van beroep, zoals bepaald bij de in artikel 186, vijfde lid, bedoelde wet. »

Art. 4. Voor het vroegere artikel 191bis van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 15 juni 2001, dat vernietigd is bij arrest nr. 14/2003 van het Arbitragehof van 28 januari 2003, treedt een artikel 191bis in de plaats, luidende :

« Art. 191bis. § 1. Eenieder die gedurende ten minste twintig jaar als voornaamste beroepsactiviteit het beroep van advocaat heeft uitgeoefend of die gedurende ten minste vijftien jaar deze activiteit als voornaamste beroepsactiviteit heeft uitgeoefend en gedurende ten minste vijf jaar een functie heeft uitgeoefend die een gedegen kennis van het recht vereist, wordt vrijgesteld van het bij artikel 259bis-9, § 1, bepaalde examen inzake beroepsbekwaamheid met het oog op een in artikel 190 bedoelde benoeming, mits aan de bij §§ 2 en 3 bepaalde voorwaarden is voldaan.

§ 2. Het verzoek daartoe wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de benoemings- en aanwijzingscommissie die bevoegd is naar gelang van de taal van het diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten.

Het verzoek moet vergezeld zijn van de nodige stavingsstukken waaruit blijkt dat de bij § 1 bepaalde voorwaarden zijn vervuld.

Binnen veertig dagen na de ontvangst van het verzoek beslist de benoemings- en aanwijzingscommissie met een meerderheid van drie vierde van de stemmen over de ontvankelijkheid ervan.

Verklaart de benoemings- en aanwijzingscommissie het verzoek onontvankelijk, dan wordt de verzoeker hiervan bij een ter post aangetekende brief in kennis gesteld.

Verklaart de benoemings- en aanwijzingscommissie het verzoek ontvankelijk, dan wordt de verzoeker bij een ter post aangetekende brief opgeroepen voor een mondeling evaluatie-examen.

Préalablement à l'examen oral d'évaluation, la commission de nomination et de désignation sollicite, par lettre recommandée à la poste, l'avis écrit motivé d'un représentant du barreau désigné par l'ordre des avocats de l'arrondissement judiciaire où le candidat exerce ou a exercé des fonctions en tant qu'avocat. Pour l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, l'avis du représentant de l'ordre français ou du représentant de l'ordre néerlandais est recueilli, selon que le candidat est ou a été inscrit au tableau de l'ordre français ou de l'ordre néerlandais des avocats. Cet avis porte notamment sur l'expérience professionnelle utile dont le candidat peut se prévaloir, en tant qu'avocat, pour exercer des fonctions en tant que magistrat.

Le représentant du barreau ne peut émettre un avis sur les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ni sur des personnes avec qui il constitue un ménage de fait.

L'avis est transmis à la commission de nomination et de désignation et au candidat dans un délai de trente jours à compter de la demande d'avis.

A défaut d'avis rendu dans le délai prescrit, ledit avis est censé n'être ni favorable ni défavorable.

Le candidat dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de l'avis pour communiquer ses observations à la commission de nomination et de désignation.

Le demandeur dont la commission de nomination et de désignation compétente estime, à la majorité des trois quarts des voix, qu'il a réussi l'examen oral d'évaluation est autorisé à se porter candidat à une nomination.

§ 3. L'autorisation délivrée par la commission de nomination et de désignation est valable pendant trois ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation.

Si le candidat n'a pas réussi l'examen oral d'évaluation, il en est averti par lettre motivée et recommandée à la poste. Dans ce cas, l'intéressé peut introduire une nouvelle demande au plus tôt trois ans après cette notification. »

Art. 5. Un article 191ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 191ter. Le nombre de personnes nommées, sur la base de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis, § 2, à des places visées à l'article 190 ne peut excéder, par ressort, 12 % du nombre total, fixé par la loi visée à l'article 186, alinéa 5, des magistrats du siège des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des tribunaux du travail situés dans le ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail. »

Art. 6. Un article 194bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 194bis. Toute personne qui a exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale pendant vingt ans au moins ou qui a exercé pendant quinze ans au moins cette activité à titre d'activité professionnelle principale et exercé pendant cinq ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit, est dispensée de l'examen d'aptitude professionnelle prévu à l'article 259bis-9, § 1^{er}, en vue d'une nomination visée à l'article 194, pour autant que les conditions prévues à l'article 191bis, §§ 2 et 3, soient respectées. »

Art. 7. Un article 194ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 194ter. Le nombre de personnes nommées, sur la base de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis, § 2, à des places visées à l'article 194 ne peut excéder, par ressort, 12 % du nombre total, fixé par la loi visée à l'article 186, alinéa 5, des substituts du procureur du Roi et des substituts de l'auditeur du travail du ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail. »

Voorafgaand aan het mondelinge evaluatie-examen verzoekt de benoemings- en aanwijzingscommissie een vertegenwoordiger van de balie aangewezen door de orde van de advocaten van het gerechtelijk arrondissement waar de kandidaat als advocaat werkzaam is of werkzaam geweest is, bij een ter post aangetekende brief om een met redenen omkleed schriftelijk advies. Voor het gerechtelijk arrondissement Brussel geeft al naar gelang de kandidaat ingeschreven is of ingeschreven geweest is op het tableau van de Nederlandstalige of Franstalige orde van advocaten, hetzij de vertegenwoordiger van de Nederlandstalige orde, hetzij de vertegenwoordiger van de Franstalige orde advies. Dat advies heeft met name betrekking op de nuttige beroepservaring die de kandidaat als advocaat kan doen gelden, met het oog op het uitoefenen van een functie als magistraat.

De vertegenwoordiger van de balie mag geen advies verstrekken over bloed- of aanverwanten tot in de vierde graad noch over personen met wie hij een feitelijk gezin vormt.

Het advies wordt aan de benoemings- en aanwijzingscommissie en aan de kandidaat overgezonden binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van het verzoek om advies.

Zo binnen de gestelde termijn geen advies wordt uitgebracht, wordt dat advies geacht gunstig noch ongunstig te zijn.

De kandidaat beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de notificatie van het advies om zijn opmerkingen mee te delen aan de benoemings- en aanwijzingscommissie.

De verzoeker ten aanzien van wie de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie met een meerderheid van drie vierde van de stemmen heeft geoordeeld dat hij geslaagd is voor het mondelinge evaluatie-examen, wordt gemachtigd om zich kandidaat te stellen voor een benoeming.

§ 3. De door de benoemings- en aanwijzingscommissie afgegeven machtiging is geldig gedurende drie jaar, te rekenen van de datum van de afgifte van de machtiging.

Indien de kandidaat niet geslaagd is voor het mondelinge evaluatie-examen, wordt hij daarvan bij een met redenen omklede en ter post aangetekende brief in kennis gesteld. In dit geval mag de betrokkene op zijn vroegst drie jaar na die kennisgeving een nieuw verzoek indienen. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 191ter ingevoegd, luidende :

« Art. 191ter. Het aantal personen dat op basis van het in artikel 191bis, § 2, bedoelde mondelinge evaluatie-examen wordt benoemd op een van de in artikel 190 bedoelde plaatsen, mag per rechtsgebied niet meer bedragen dan 12 % van het totaal aantal magistraten van de zetel van de rechtbanken van eerste aanleg, de rechtbanken van koophandel en de arbeidsrechtbanken gelegen in het rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof, zoals bepaald bij de in artikel 186, vijfde lid, bedoelde wet. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 194bis ingevoegd, luidende :

« Art. 194bis. Eenieder die gedurende ten minste twintig jaar als voornaamste beroepsactiviteit het beroep van advocaat heeft uitgeoefend of die gedurende ten minste vijftien jaar deze activiteit als voornaamste beroepsactiviteit heeft uitgeoefend en gedurende ten minste vijf jaar een functie heeft uitgeoefend die een gedegen kennis van het recht vereist, wordt vrijgesteld van het bij artikel 259bis-9, § 1, bepaalde examen inzake beroepsbekwaamheid met het oog op een bij artikel 194 bedoelde benoeming, mits aan de bij artikel 191bis, §§ 2 en 3, bepaalde voorwaarden is voldaan. »

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 194ter ingevoegd, luidende :

« Art. 194ter. Het aantal personen dat op basis van het in artikel 191bis, § 2, bedoelde mondelinge evaluatie-examen wordt benoemd op een van de in artikel 194 bedoelde plaatsen, mag per rechtsgebied niet meer bedragen dan 12 % van het totaal aantal substituut-procureurs des Konings en substituut — arbeidsauditeurs van het rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof, zoals bepaald bij de in artikel 186, vijfde lid, bedoelde wet. »

Art. 8. À l'article 259bis-9, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par la loi du 15 juin 2001 et partiellement annulé par l'arrêt n° 14/2003 de la Cour d'arbitrage du 28 janvier 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : «ainsi que le programme de l'examen oral d'évaluation»;

2° à l'alinéa 2, les mots «L'examen d'aptitude professionnelle et le concours d'admission au stage judiciaire » sont remplacés par les mots «L'examen d'aptitude professionnelle, le concours d'admission au stage judiciaire et l'examen oral d'évaluation. »

Art. 9. L'article 259bis-10, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par les lois des 17 juillet 2000 et 15 juin 2001, et partiellement annulé par l'arrêt n° 14/2003 de la Cour d'arbitrage du 28 janvier 2003, est complété comme suit :

« 3° l'organisation de l'examen oral d'évaluation selon les modalités et les conditions déterminées par arrêté royal, et l'octroi de l'autorisation visée à l'article 191bis, § 2, dernier alinéa. »

Art. 10. Par dérogation aux articles 3, 5 et 7, le pourcentage visé dans ces articles est fixé à 4 % pour la première année qui suit la date d'entrée en vigueur de ces articles et à 8 % pour la deuxième année.

Art. 11. A l'exception de cet article, la présente loi entre en vigueur à une date fixée par le Roi, et au plus tard douze mois après sa publication au *Moniteur belge*

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX.

Notes

(1) *Références :*

Chambre de représentants.

Documents : Doc 51 1247/(2003/2004). — 001 : Projet de loi. — 002 à 006 : Amendements. — 007 : Rapport. — 008 : Texte adopté par la commission. — 009 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 23 décembre 2004.

Sénat.

Documents : 3-976-2004/2005. — N° 1 : Projet de loi transmis par la Chambre des représentants. — N°s 2 et 3 : Amendements. — N° 4 : Rapport. — N° 5 : Texte amendé par la commission. — N° 6 Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des Représentants.

Annales du Sénat : 3 février 2005.

Chambre des représentants.

Documents : Doc 51 1247/(2003/2004). — 010 : Projet amendé par le Sénat. — 011 : Amendements. — 012 : Rapport. — 013 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu : 10 mars 2005.

Art. 8. In artikel 259bis-9, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, gewijzigd bij de wet van 15 juni 2001 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 14/2003 van het Arbitragehof van 28 januari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : «evenals het programma van het mondelinge evaluatie-examen»;

2° in het tweede lid worden de woorden «Het examen inzake beroepsbekwaamheid en het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage » vervangen door de woorden « Het examen inzake beroepsbekwaamheid, het vergelijkend examen tot de gerechtelijke stage en het mondelinge evaluatie-examen. »

Art. 9. Artikel 259bis-10, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 2000 en 15 juni 2001, en gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 14/2003 van het Arbitragehof van 28 januari 2003, wordt aangevuld als volgt :

« 3° de organisatie van het mondelinge evaluatie-examen op de wijze en onder de voorwaarden die bij koninklijk besluit bepaald zijn en het verstrekken van de in artikel 191bis, § 2, laatste lid, bedoelde machtiging. »

Art. 10. In afwijking van de artikelen 3, 5 en 7 wordt het in deze artikelen bedoelde percentage vastgesteld op 4 % voor het eerste jaar dat volgt op de dag waarop deze artikelen in werking zijn getreden en op 8 % voor het tweede jaar.

Art. 11. Met uitzondering van dit artikel, treedt deze wet in werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk twaalf maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie
Mevr. L. ONKELINX.

Nota's

(1) *Verwijzing :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken : Doc 51 1247/(2003/2004). — 001 : Wetsontwerp. — 002 tot 006 : Amendementen. — 007 : Verslag. — 008 : Tekst aangenomen door de commissie. — 009 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

Integraal verslag : 23 december 2004.

Senaat.

Stukken : 3-976-2004/2005. — Nr. 1 : Wetsontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Nrs. 2 en 3 : Amendementen. — Nr. 4 : Verslag. — Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de commissie. — Nr. 6 Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 3 februari 2005.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken : Doc 51 1247/(2003/2004). — 010 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat. — 011 : Amendementen. — 012 : Verslag. — 013 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag : 10 maart 2005.